



SITE WEB

www.who.int

1211 GENÈVE 27 SUISSE - TÉLÉPHONE: (41) 22.791.21.11 - FAX: (41) 22.791.31.11 - E-MAIL: inf@who.int

**Note à l'intention des médias OMS/31
30 octobre 2006**

L'OMS MET SUR PIED UN RESEAU DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION DANS LES ACHATS DE MEDICAMENTS

Genève - Des sommes colossales sont consacrées à l'achat de produits pharmaceutiques – jusqu'à US \$50 milliards par an – et le marché est si important qu'il est devenu très exposé à la corruption. Selon des estimations récentes, jusqu'à 25 % des médicaments achetés peuvent être perdus à cause d'actes frauduleux ou de malversations diverses.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) lance aujourd'hui une nouvelle initiative pour aider les gouvernements à combattre la corruption par une transparence accrue dans la réglementation et les achats de médicaments. L'OMS met sur pied un groupe de spécialistes de la lutte anti-corruption et d'experts des médicaments provenant d'organisations internationales et de différents pays afin de promouvoir une plus grande transparence.

Avant de parvenir à ceux qui en ont besoin, les médicaments passent par plusieurs intermédiaires au long d'une chaîne complexe de production et de distribution, ce qui en fait une cible privilégiée pour la corruption. Il ressort d'un récent rapport de Transparency International que, dans un pays, le montant perdu du fait de la corruption et de la fraude en milieu hospitalier équivaut aux deux tiers des médicaments achetés.

Comme l'a souligné le Dr Howard Zucker, Sous-Directeur général de l'OMS chargé de la Technologie de la santé et des produits pharmaceutiques, « c'est là une aberration, si l'on songe que les populations pauvres sont déjà confrontées à une forte charge de morbidité et à l'accès insuffisant aux médicaments. Les pays doivent affronter ce problème et veiller à ce que les ressources précieuses consacrées à la santé soient dépensées à bon escient. »

A part le gaspillage de ressources et le danger qu'elle constitue pour la vie des patients, la corruption permet aussi l'entrée dans la chaîne pharmaceutique de produits contrefaits et de qualité inférieure qui représentent une autre menace pour la santé des communautés.

La corruption intervient à différents stades de la chaîne et peut prendre différentes formes :

- il s'agit parfois de pots-de-vin versés à des fonctionnaires pour obtenir l'homologation de médicaments sans que la documentation prescrite ne soit fournie ;
- des responsables indéliçables peuvent délibérément ralentir les procédures d'homologation pour obtenir des versements illicites de la part des fournisseurs ;
- la sélection des membres d'un comité d'homologation des médicaments ou le recrutement du personnel chargé de la réglementation peuvent être fondés sur des considérations autres que le mérite des candidats ;
- des vols et des malversations peuvent être commis tout au long de la chaîne de distribution, et notamment dans les établissements de soins.

Pour lutter contre le problème, l'OMS a l'intention de renforcer les autorités de réglementation et les pratiques concernant les achats :

- en stimulant les réformes législatives pour aboutir à l'adoption de lois anti-corruption assorties de mesures d'exécution et de sanctions effectives ;
- en favorisant des systèmes équilibrés types destinés à limiter ou prévenir les abus qui rendent publics les critères, les structures et les procédures applicables au choix des médicaments et du personnel affecté à la réglementation et aux achats ;
- en encourageant les pratiques conformes à l'éthique par des changements de comportement et par la formation du personnel.

La première étape consiste à mettre en place un groupe d'experts et de spécialistes indépendants. Ensuite, l'Organisation réunira une base de données des meilleures pratiques et des expériences qui ont fait leurs preuves dans les pays afin de promouvoir une bonne gouvernance dans le secteur pharmaceutique public.

Pour le Dr Hans Hogerzeil, Directeur, Politique et normes pharmaceutiques, à l'OMS, « la corruption est un problème mondial qui touche les pays à revenu élevé comme les pays à faible revenu, et aucun ne doit être gêné d'aborder la question. Mais les pays à faible revenu sont les plus vulnérables et ce sont eux que nous voulons aider en premier par la promotion de pratiques plus transparentes et plus économiques ».

Une réunion de deux jours destinée à fixer des stratégies et à mettre en place la nouvelle initiative a lieu au Siège de l'OMS les 30 et 31 octobre 2006.

Pour plus de renseignements ou pour consulter les experts à la fin d'une des deux journées, s'adresser :
au Dr Guitelle Baghdadi-Sabeti, Administrateur technique, Politique et normes pharmaceutiques, OMS,
portable : +41 79 500 65 01; email baghdadiq@who.int ;

ou

à Daniela Bagozzi, Communication, OMS, portable : +41 79 475 54 90; email bagozzid@who.int

Tous les communiqués de presse, aide-mémoire et articles de fond, ainsi que d'autres renseignements sur le sujet sont accessibles sur Internet à partir de la page d'accueil de l'OMS : <http://www.who.int/>.

Autres liens:

Transparency International, Global Corruption Report 2006

<http://www.transparency.org/publications/gcr>

Pour les travaux de l'OMS sur la bonne gouvernance dans le secteur des médicaments, consulter le site :

<http://www.who.int/medicines/areas/policy/goodgovernance/home/en/index.html>